

aucun moyen de tenir nos écoles de Frères et de Sœurs dans un état d'infériorité ; qui condescendent à voir dans NN. SS. les évêques des *auxiliaires* de l'Etat en matière d'éducation, tant que cette tactique servira leurs vues ; qui se moquent des pères de famille lorsque ceux-ci réclament, comme à Montréal, la part légitime qui leur revient, en vertu du droit naturel, de diriger l'éducation de leurs enfants ; des hommes enfin qui non-seulement suivent avec intérêt le mouvement européen, mais admirent sincèrement les idées et les méthodes *modernes* des radicaux français, comme il leur arrive de l'avouer discrètement quelquefois, reçoivent avec bonheur les titres honorifiques que leur confère la franc-maçonnerie, nous préparent, en un mot, de leur mieux, eu égard aux circonstances et au caractère religieux de notre peuple, pour l'instruction soi-disant gratuite, pour l'instruction laïque et obligatoire ? Seule l'histoire des tentatives nombreuses faites depuis quatre ans pour faire passer frauduleusement les mauvais bills d'éducation que l'on sait, devrait suffire pour nous mettre en garde contre les Chalotais du jour et nous stimuler à l'action,

Ce n'est pas lorsque nous aurons roulé au fond de l'abîme, que nous pourrons réagir avec avantage contre les idées et les tendances funestes que nous signalons. Il nous serait si facile encore, avec un peu d'énergie et d'entente, d'enrayer le mouvement maçonnique qui s'accroît chaque jour ici ! Avec une population encore généralement si chrétienne, avec le principe fondamental reconnu de tous que les catholiques conduisent *séparément*, les protestants de même, la grande affaire de l'éducation, n'avons-nous pas raison de regarder comme suspects tous ces hommes publics qui hésitent à reconnaître pleinement les droits de l'Eglise et des pères de famille ?